

Pas de conquête sociale sans libertés syndicales

Notre actualité est dominée en France par un gouvernement qui garde contre vent et marée son cap libéral de remise en cause des conquêtes et des solidarités. Après les retraites, ce sont de nouvelles attaques contre les droits des chômeurs, contre les arrêts maladie, la stagnation, voire la régression des salaires avec la remise en cause du salaire socialisé, alors que la sécu fait face à un nouveau déficit organisé des recettes avec notamment l'accroissement des exonérations de cotisations sociales.

Cela fait maintenant plusieurs semaines que le gouvernement invoque les déficits et la dette pour annoncer de nouvelles attaques contre les services publics, la protection sociale, les couches les plus pauvres de la population. Le 26 mars dernier, Attal et Le Maire ont même fait mine de découvrir un déficit en 2023 plus important qu'annoncé de 5,5 % contre les 4,9 % envisagés



officiellement, justifiant d'un nouveau tour de vis d'austérité.

Le projet du gouvernement est clair : « **rigueur** », sauf en ce qui concerne les cadeaux aux entreprises, autour de 190 milliards d'euros par an, le budget de la police (+ 15 milliards sur 5 ans dans la dernière LOPMI) ou de l'armée, 413 milliards pour la période 2024-2030.

Le gouvernement, loin de porter la voix de la paix, s'est engouffré dans une communication de plus en plus belliqueuse, dangereuse et sans effet sur l'issue des guerres dans le monde. Comme toujours, ce contexte instable et dramatique sert à détourner l'attention de la population et de prétexte pour s'attaquer au monde du travail et à ses droits chèrement acquis. Macron veut une économie de guerre et ce sera de gré ou de force !!

En ce jour de premier mai, journée internationale de lutte pour les droits des travailleuses et travailleurs et de Paix, exigeons de faire respecter les droits et libertés fondamentaux gagnés par les luttes du mouvement ouvrier pour tout être humain et la planète !

Exigeons entre autres :

- Le droit à un salaire pour tous, sans perdre sa vie à la gagner, garantissant les moyens nécessaires à l'existence et permettre l'épanouissement du salarié par l'élévation de son niveau de vie ;
- Le droit à une retraite pour tous les salariés dès 60 ans et 55 ans pour les métiers dits pénibles ;
- Le droit à la santé partout et pour tous financée par une sécurité sociale à 100 % pour couvrir tous les aléas de la vie (chômage, maladie, allocation, dépendance, retraite) ;
- Le droit à des services publics dont ceux de l'eau, de l'énergie, sous monopole public ;
- Le droit de se regrouper autour de nos Bourses du Travail, lieux de vie de nos organisations, pour rappeler l'importance de défendre nos libertés syndicales indispensables pour nos conquêtes sociales ;
- Le droit à la liberté d'expression, de faire grève, l'arrêt de toutes sanctions contre nos militants ;
- Le droit à l'école publique, laïque pour tous et à l'éducation pour tous, garçons et filles, partout dans le monde ;
- Le droit à tous les peuples de résistance devant toutes les oppressions ;
- Le droit à chaque être humain de vivre en paix sur une planète libérée du joug capitaliste porteur de guerre ...

Rendez-vous le 1^{er} mai à :

Châteauroux : 10 h place de la République

Issoudun : 10 h devant le Centre de Congrès Champs-Élysées

Le Blanc : 10 h rue Jean Mermoz (près du lycée)